

ment économique, avec l'enjeu touristique qui est majeur".

Le festival emploie par exemple cette année 225 contrats aidés. Le lieu était donc idéal pour le président qui a rappelé que le secteur culturel devait également bénéficier des emplois d'avenir (lire ci-contre).

L'emploi, l'incontournable

Interrogé sur la hausse du nombre de demandeurs d'emplois en juin, le chef de l'Etat a affirmé que « le retournement se ferait à la fin de l'année et que ce serait encore

dont les permis de construire viennent d'être signés. Ou comment un programme culturel privé prend forme en lieu et place d'un ancien haut lieu industriel construit par une entreprise d'Etat.

De l'autre côté du boulevard, l'Etat devrait bâtir la nouvelle Ecole nationale supérieure de la photographie espérée pour 2017, toujours en attente d'un concours d'architecture.

Avant la fin du mandat, François Hollande laissera-t-il à Arles une autre trace de son passage ?

SÉBASTIEN BESATTI

Les fortes attentes des salariés

■ Bénie des dieux du mécénat privé et des festivals à financement mixtes, Arles connaît toutefois un taux de chômage de 16,6%.

En marge de la visite, le conseiller social du président M. Yahiel a reçu hier deux délégations syndicales à la Maison de la vie associative, CGT et FSU. L'entretien a fait « le tour d'horizon de la situation de l'emploi industriel et du service public, de nos inquiétudes et nos perspectives de lutte » résume la responsable de l'UL CGT Claude Mas.

La délégation comprenait le délégué syndical de Conserves France, sous le coup d'un plan social (44 emplois), de plusieurs Fralib, entendus à nouveau sur leur projet de coopérative. Des propositions ont été faites aussi pour Harmonia Mundi... « Il s'agit déjà de préserver l'existant, avant de créer des métiers nouveaux » plaide François Tejedor, secrétaire départe-

mental de la CGT. « On investit dans la culture mais cette culture est elle pour tous ? Et ces emplois aidés ne sont pas qualifiés ! ».

Au chapitre des inquiétudes, la disparition progressive du statut de fonctionnaire chez les territoriaux comme c'est déjà le cas à la Poste. Et l'action de l'Etat, pour la métropole par exemple, qui n'enraye pas la dynamique de l'austérité. « On nous a répondu qu'on était dans une situation intermédiaire et que ça irait mieux demain ; mais pour l'instant ce gouvernement de gauche continue les mêmes reculs que le précédent... la CGT a pris ses responsabilités dans l'éviction de Nicolas Sarkozy, mais l'espoir du changement tarde à se voir ». De son côté, la FSU a insisté sur l'aide aux élèves en difficultés et la perte du sens du métier d'enseignant suite à une pression hiérarchique prégnante.

S.B.



Après un bain de foule, François Hollande a salué le président et directeur des Rencontres de la photo. Pendant qu'une délégation CGT a rencontré le conseiller social du président de la République. PHOTOS S.B.

CGT Spectacle : « L'Etat doit maintenir les financements pour créer de l'emploi »

■ Sa visite aux Rencontres Arles Photographie fut l'occasion pour François Hollande de s'exprimer sur la politique de l'emploi dans le domaine culturel. Un secteur en proie aux inquiétudes en ce moment. Et pour cause, au vu des baisses de budget.

Le chef de l'Etat, qui est venu parler notamment de l'emploi pour les jeunes, a évoqué l'objectif de mettre en place d'ici la fin de l'année 2000 emplois aidés. Une visite qui ne convainc pas vraiment Jean François Pujol, secrétaire général adjoint de la CGT Spectacle : « Le budget de la culture est attaqué, ça veut dire de la production en

moins, donc de l'emploi en moins. C'est un peu surréaliste de venir parler de contrats d'avenir dans la culture alors qu'on supprime des emplois pour faire des économies. » Quant aux emplois aidés, Jean-François Pujol semble sceptique : « C'est très bien 2000 emplois de plus, mais comment seront-ils utilisés et distribués localement ? ». Sur la question de l'emploi dans le secteur culturel, la CGT Spectacle souhaiterait en priorité que les budgets ne soient pas touchés. « Hollande candidat avait promis que la culture serait sanctuarisée. En Président, il s'est assis dessus. Il faudrait déjà qu'il respecte

ses engagements, donc maintenir les financements pour créer de l'emploi. » Le syndicat soutient d'ailleurs les préconisations du rapport du député Jean-Patrick Gille sur le sujet. Il est question notamment de « maintenir un soutien efficace à un secteur porteur d'emplois non délocalisables et en forte croissance » en pérennisant le statut de l'intermittence ; d'accroître le nombre de représentations de spectacles créant par conséquent plus d'emplois ou encore de réfléchir à une aide pour inciter les employeurs à faire des CDI.

MAUD FONTANEL